



Texte 3

Pour définir le rôle du P.S.U. dans le mouvement révolutionnaire

Alain Beneteau, secrétaire de la fédération de la Haute-Garonne - Bernard Morand, secrétaire de la fédération du Val-de-Marne.

Il n'est pas possible d'aborder le Congrès de Lille dans la confusion qui a trop souvent présidé à nos dernières instances :

Les militants ne sont plus disposés à accepter que les débats menés dans les sections et les fédérations ne correspondent en rien aux affrontements de couloir des Conseils et Congrès.

Ils demandent que l'ensemble du parti puisse aborder la préparation du congrès national avec des hypothèses de travail claires afin de se prononcer effectivement sur les choix politiques que le parti doit faire en fonction de son avancée dans les luttes, de ses carences, du rapport des forces au sein desquelles il se situe.

C'est aujourd'hui la condition impérative pour sortir de l'état de crise ouverte que révèle le rapport du secrétaire national devant le D.P.N.

Il ne saurait être question de substituer des débats de personnes aux débats d'orientation ni d'admettre qu'il suffit de remplacer à quelque niveau que ce soit de mauvais gestionnaires par des meilleurs, sans référence aux problèmes de ligne politique.

Si le débat sur l'organisation et les structures du parti est urgent, nous ne pouvons pas l'aborder sans auparavant considérer quel rôle politique le P.S.U. doit jouer aujourd'hui dans le courant révolutionnaire, quelle est sa place dans la construction du parti révolutionnaire. Ces problèmes fondamentaux, abordés aux conseils nationaux de Rouen et d'Orsay sont restés sans suite, les textes votés sans application.

Depuis plusieurs mois, on a assisté à la lente disparition de nos instances dirigeantes. A sa dernière réunion du 9 mai, la D.P.N. a même refusé de s'engager sur les textes d'orientation s'inspirant des A.O.P. et ainsi refusé de prendre ses responsabilités politiques devant le parti : ceci est grave car si la démocratie est difficile à réaliser, nous ne pouvons admettre qu'elle reste sans efficacité.

Alors que le P.S.U. et les éléments organisés du mouvement révolutionnaire contribuaient largement à créer le Secours Rouge, alors que le P.S.U. et L.O. animaient les comités de transport parisiens, le parti est resté muet sur l'application du mandat de Rouen : **quels contacts ont été pris avec les groupes révolutionnaires pour mener le débat sur nos stratégies respectives ?** L'initiative en a été laissée aux fédérations sans aucun contrôle de la direction nationale. La même critique peut être faite quant aux élections municipales, où des commissions de contrôle trop souvent formelles n'ont su empêcher des alliances avec le parti communiste en contradiction avec le texte voté au dernier conseil national. ⁽¹⁾

Enfin, l'attitude fractionnelle de certains militants, l'attitude opportuniste de certains autres ont

¹ C'est une chose de mener la lutte électorale avec le P.C.F. sur les textes acceptés à Toulouse, permettant de vérifier dans les faits la position d'Orsay, tant sur le réformisme du P.C. que l'impossibilité d'accord programmatique ; c'en est une autre que de signer avec lui des accords d'union de la gauche (sans parler des accords P.S.. G.A.M., P.S.U. !).

probablement contribué aussi fortement quoique dans un domaine moins politique à l'instauration de la crise. Le décalage entre les pratiques bureaucratiques et l'insertion militante des membres du parti dans les luttes est aujourd'hui une cause profonde du « malaise ». Nous ne pouvons une fois encore reconnaître que la crise est grave et ne rien faire pour qu'à la suite du congrès les militants soient fixés sur la ligne politique du parti. Cela veut dire que nous ne pouvons accepter l'union large sur la base de textes ne faisant aucune référence aux réalités des luttes, **cela veut dire que nous ne pouvons accepter que, par tactique, des positions ne s'expriment pas avant le congrès pour ressurgir ensuite et continuer un travail d'érosion lente** : parce que le parti n'a su choisir à temps des positions claires, des militants le quittent sur des positions de droite ou de gauche et, bien souvent, le « gauchisme » interne au parti n'est qu'une réaction face à un silence, caution de choix sociaux-démocrates.

NOUS NE VOULONS PAS QUE SE REPRODUISE AU NIVEAU DU PARTI CE QUI A ETE LE FAIT DE LA D.P.N. DANS LE DEBAT QUI DOIT S'INSTAURER, LES TEXTES DES A.O.P. QUELLES QUE SOIENT LEURS INSUFFISANCES, NOUS PARAISSENT DESSINER EN FILIGRANE PLUSIEURS ORIENTATIONS POSSIBLES ET DES BASES DE TRAVAIL SERIEUSES.

Chacune de ces orientations a sa cohérence et nous nous sommes attachés ici à en enlever une en partant notamment des convergences qui existent entre les textes issus de l'A.O.P. Midi-Pyrénées et certains textes de l'A.O.P. région Parisienne

LE P.C.F. ET LE FRONT UNIQUE

Depuis le conseil d'Orsay, c'est désormais un acquis du parti que de considérer que le parti communiste se caractérise par la **tendance qu'il manifeste à s'intégrer de façon irréversible à la société bourgeoise.**

Les débats des A.O.P. ont en effet bien précisé que ce dernier ne conçoit plus la prise du pouvoir comme l'instauration de la dictature du prolétariat par la voie révolutionnaire (prise du pouvoir d'Etat

bourgeois et sa destruction) mais comme possibilité « d'occupation » du pouvoir par la voie parlementaire.

Il est évident qu'une telle perspective, et dans l'éventualité d'une période de capitalisme pourrissant et de crise de la bourgeoisie, n'aboutirait qu'à une nouvelle forme de gestion du capitalisme, le nombre des nationalisations ne modifiant en rien les rapports de production capitalistes. Sacrifiant ainsi délibérément les potentialités révolutionnaires de la période, le P.C. tend à n'être plus qu'un groupe de pression légal des diverses catégories de mécontents, se présentant comme candidat au pouvoir dans le cadre du système capitaliste (d'où la nécessaire révision de certains principes fondamentaux du marxisme-léninisme en particulier sur l'Etat).

Mais, dans la situation présente, **cette tendance entre en contradiction avec la nécessité, pour le P.C.F. de conserver son hégémonie sur l'ensemble de la classe ouvrière** : c'est pourquoi il est contraint de continuer à affirmer qu'il est « le grand parti révolutionnaire de notre temps ».

Cette contradiction historique du P.C.F. offre ainsi au mouvement révolutionnaire des possibilités importantes de travailler à l'organisation d'une nouvelle avant-garde du prolétariat. **Ces possibilités réelles sont de l'ordre des initiatives politiques** que peut prendre le mouvement révolutionnaire. Il ne peut s'agir d'une dénonciation abstraite et systématique du P.C.F., analyse simpliste qui nie le fait qu'une grande partie de la classe ouvrière lui conserve sa confiance (il incarne pour elle un certain nombre d'acquis historiques : lutte contre le réformisme, le fascisme, défense économique des travailleurs...).

Ces initiatives doivent donc se situer dans une perspective de FRONT UNIQUE c'est-à-dire qu'elles se donnent pour objectif d'accroître les contradictions historiques du P.C.F. et de permettre à la classe ouvrière de choisir entre la voie réformiste et la voie révolutionnaire.

Ceci signifie que la **politique de front unique ne peut se situer au niveau des accords stratégiques ou de programme** (compte tenu de la nature du P.C.F., ce serait contradictoire avec la mise en œuvre d'une stratégie révolutionnaire). Elle se situe donc au niveau **d'accords tactiques** lorsque ceux-ci permettent de favoriser la prise de conscience par les travailleurs du rôle objectif du

P.C.

En conséquence, la politique de front unique ne peut se donner pour objectifs :

— d'amener le P.C. dans son ensemble sur nos positions stratégiques ;

— de créer des conflits internes à l'appareil du P.C.F. Perspective utopique qui étudie le nécessaire débat devant les masses ou bien qui laisse entendre que ce que l'on conteste c'est une direction, voire une fraction du P.C.F. et non sa stratégie d'ensemble).

— de réduire le front unique à une illusoire « unité de base » : il ne s'agit pas de débaucher tel ou tel militant mais bien de faire des propositions politiques qui permettent de précipiter la crise du P.C.F. Compte tenu de la nature fortement centralisée de celui-ci, ceci veut dire que nous pourrions être conduits à passer des accords momentanés au sommet.

Dans tous les cas, il est nécessaire qu'une intervention politique du P.S.U. ou du courant révolutionnaire ait lieu sur ses propres positions, qu'à tout moment et en fonction du développement des luttes, il soit possible de remettre l'accord en question ou de le maintenir, enfin que toute diplomatie secrète soit rejetée et que les débats soient intégralement publiés.

L'efficacité d'une telle politique est donc directement fonction des capacités du mouvement révolutionnaire à poser concrètement devant la classe ouvrière et les masses l'alternative entre réformisme et révolution. Ceci peut être décisif dans la période qui s'annonce où l'hystérie antigauchiste de la direction du P.C.F. vise à briser physiquement les possibilités d'expression du mouvement révolutionnaire.

Mais, l'efficacité de cette politique est évidemment liée à la constitution d'un pôle révolutionnaire à la gauche du P.C.F. qui seul permettra de changer le rapport des forces avec celui-ci au sein de la classe ouvrière.

LA QUESTION SYNDICALE

Le texte issu du groupe Chèques Postaux et repris par la majorité de l'A.O.P. de la région

parisienne, par l'A.O.P. de Midi-Pyrénées et celle de Normandie nous semble fournir une excellente base de travail ; il pose clairement trois problèmes :

— les syndicats représentent encore la première forme d'organisation des travailleurs et ne constituent pas un outil historiquement dépassé ;

— les syndicats sont soumis à une tendance à l'intégration sans qu'il soit possible d'affirmer de façon générale que celle-ci est déjà effective ;

— ces appréciations s'inscrivent dans une stratégie qui vise à promouvoir **l'auto-organisation de l'ensemble des travailleurs selon l'axe du contrôle ouvrier.**

Ainsi se justifie la nécessaire présence offensive des militants révolutionnaires dans les syndicats et est expliquée la nature de l'enjeu de cette présence. **C'est pourquoi le véritable débat est de savoir que faire dans les syndicats.** Que le congrès tranche clairement, sans les arrière-pensées de responsables qui mènent une politique distincte des textes votés, est de la première importance : cette clarification concerne tous les militants des entreprises dans leurs tâches concrètes et immédiates.

Il faut pour cela décider que la tâche des révolutionnaires consiste non seulement à mener la lutte idéologique à l'intérieur et à l'extérieur des syndicats contre la tendance à l'intégration, mais aussi à impulser une pratique syndicale qui entre en contradiction avec les stratégies officielles et qui permettent aux travailleurs de prendre conscience des divergences de fond qui divisent le mouvement ouvrier.

A cet égard, la mise en œuvre de formes démocratiques d'expression et de décision des travailleurs regroupant syndiqués et non syndiqués **au moment des luttes** doit être l'affaire de tous les militants du parti. (Assemblées du personnel).

C'est pourquoi le problème du regroupement et de la nature de l'intervention politique — interne et externe aux syndicats — des militants révolutionnaires dans les entreprises doit être distingué des formes d'organisation concernant la majorité des travailleurs. En ce sens, les conceptions prétendant que le syndicat est historiquement dépassé et prônant la création de comités de lutte — pourtant aussi rares qu'éphémères — doivent être rejetées. De même

les illusions de ceux qui croient à une transformation possible des syndicats, en négligeant l'affrontement entre réformistes et révolutionnaires doivent être dévoilées.

La reconnaissance des caractéristiques de la période qui n'est pas celle d'une montée généralisée des luttes entraîne que la nécessité de la présence offensive dans les syndicats doit être réaffirmée, non pour clore l'indispensable discussion sur les formes d'organisation des travailleurs au moment des luttes mais pour en finir avec l'ambiguïté, source d'impuissance en cette période.

LE PARTI REVOLUTIONNAIRE

« Nous devons réaffirmer la nécessité d'une avant-garde révolutionnaire, organisée, structurée et politiquement responsable » : c'est ce que souligne notamment le texte de synthèse des A.O.P. « Ce problème de l'avant-garde est souvent mal posé : le plus souvent le terme est employé pour désigner des militants conscients extérieurs à la classe ouvrière. En fait, il faut bien voir qu'il exige une frange de militants plus conscients que les autres au sein même de la classe ouvrière. Ils animent les luttes internes et constituent aussi une avant-garde interne. Ainsi, il ne saurait être question de construire un parti révolutionnaire se prenant pour une avant-garde éclairée du prolétariat se contentant de réunir les éléments radicalisés de la petite bourgeoisie ».

C'est un parti révolutionnaire directement lié aux masses qu'il faut créer, à partir du développement des luttes, en contact permanent avec les masses, recueillant leurs idées et leurs pratiques, les synthétisant à l'aide des acquis théoriques et pratiques du prolétariat, retournant vers les masses, acceptant de se voir remis en cause par celles-ci, leur posant l'ensemble des problèmes auxquels il est confronté.

Pour favoriser l'apparition d'une telle avant-garde, d'un tel parti révolutionnaire, le P.S.U. a un rôle important à jouer.

Il ne peut à lui seul prétendre regrouper et organiser tous les éléments de l'avant-garde révolutionnaire, mais il peut constituer un pôle actif

d'initiative pour la clarification et l'avancée de l'unification de l'ensemble du courant révolutionnaire.

Dans cette perspective, quelles ont été depuis les derniers conseils et congrès les propositions de la direction nationale du parti ? Où en sommes-nous des confrontations de nos pratiques avec les groupes révolutionnaires et des bilans tirés de celles-ci ? Où en sommes-nous sur les quatre points votés à Rouen et confirmés à Orsay, visant à la clarification de nos rapports avec les groupes ? **Aucune** initiative n'a été prise par la D.P.N. dans ce domaine.

Au moment où le C.C. du P.C.F. de début mai reconnaît la persistance dans l'ensemble de la France du mouvement gauchiste, où les listes présentées par le P.S.U. et les groupes aux municipales atteignent des résultats non négligeables (Vierzon, Paris, Bordeaux, banlieue parisienne), où, le 1^{er} mai, les groupes révolutionnaires organisent de puissantes manifestations à Paris, le P.S.U. ne doit pas se contenter d'être ce qu'il a été dans la période récente : c'est-à-dire une organisation certes présente dans le mouvement mais sans aucune capacité réelle d'impulsion (mouvement lycéen, initiatives dans le Secours Rouge...) et tentant de jouer un rôle d'arbitre bureaucratique entre les groupes révolutionnaires au prix des pires surenchères démagogiques face aux spontanéistes.

Le thème du « mouvement politique de masse » dans la mesure où il se garde bien de se situer avec précision par rapport à la construction du parti révolutionnaire, contribue à faire sous-estimer les nécessités d'élaboration collective d'une ligne stratégique et les responsabilités proprement politiques liées à l'affrontement actuel au final avec l'appareil d'état bourgeois.

Le P.S.U. doit assumer sa responsabilité historique dans le regroupement de l'avant-garde, en s'appuyant sur son propre acquis politique et organisationnel ainsi que sur celui du mouvement révolutionnaire dans son ensemble.

Celui-ci, traversé par une série de divisions du mouvement ouvrier international s'incarne en partie dans les groupes révolutionnaires mais ne peut être réduit à ceux-ci ; en effet, la construction d'un parti révolutionnaire lié aux masses implique le regroupement de l'avant-garde, assure la

jonction politique avec les éléments émergeant des luttes ouvrières les plus significatives et qui ne se reconnaissent ni immédiatement ni nécessairement dans les organisations actuelles du courant révolutionnaire.

Faute d'un parti capable de recueillir leur expérience et de les associer à sa réflexion collective, ces noyaux sont directement exposés à la répression bourgeoise ou à la récupération par le réformisme.

De même, au sein du mouvement ouvrier, une série de secteurs en voie de radicalisation sont aussi partie prenante à ce processus, quelles que soient leurs contradictions et leurs limites actuelles : « Paysans en lutte » et minorité du C.N.J.A., courants « gauche » au sein de la C.F.D.T., structuration de l'opposition communiste au travers des groupes d'initiative communiste par exemple.

La définition des exigences politiques de la période actuelle ne peut cependant résulter que d'une confrontation large et approfondie des analyses stratégiques des diverses composantes du mouvement révolutionnaire. Trois ans après mai 1968, le développement de chacune d'entre elles et de leur expérience appelle un bilan sincère des pratiques de chacun et des lignes politiques de chacun. Un des rôles du P.S.U. pourrait être de rechercher, **front de lutte par front de lutte**, l'organisation **d'assemblées politiques** regroupant l'ensemble des forces de l'extrême-gauche, préparées à la base, largement ouvertes aux militants combattifs inorganisés. Lieu privilégié d'expression et de clarification, de telles assemblées, nourries des expériences diverses du mouvement révolutionnaire, devraient également permettre de dépasser des oppositions purement idéologiques, de jeter concrètement les bases de nouvelles actions unitaires, de prendre acte des convergences politiques les plus significatives.

L'ORGANISATION DU PARTI

C'est en fonction et en fonction seulement de ce rôle essentiel que peut jouer le P.S.U. dans la construction du parti révolutionnaire, de la nécessaire clarification politique interne au parti que le problème des structures du parti peut être posé. Nous n'indiquerons ici, outre les apports des A.O.P., que les exigences politiques qui nous

paraissent indispensables : **le problème ne se pose pas seulement au sommet pour redescendre éventuellement à la base : c'est au contraire un processus d'ensemble qu'il s'agit de mettre en place.** Dans ce sens, il importe d'abord :

a) de privilégier les adhésions de militants sur le lieu de production ;

b) de donner la plénitude des pouvoirs politiques aux groupes constitués sur le lieu de leur travail militant (entreprise ou quartier) et en premier lieu aux groupes d'entreprise, condition nécessaire à la transformation de la base sociale du parti.

Avancer dans ce domaine implique de dépasser le cadre d'organisation défini à Dijon. Les secteurs par fronts de lutte ne peuvent pas constituer la structure parallèle du parti, susceptibles de rivaliser progressivement et d'éliminer les structures locales, et fédérales. Mais les secteurs qui actuellement s'ajoutent comme des tranches annexes à l'organisation générale du parti, doivent s'insérer totalement dans un parti de type nouveau, participer à la vie réelle du parti, être partie prenante de ses décisions à tous les niveaux.

La montée de cadres ouvriers et paysans est une nécessité pour le parti. Considérer que le seul moyen d'assumer cette promotion consiste à fixer un quota minimum de présence ouvrière et paysanne dans les organes de direction présente certes un aveu de nos faiblesses. Mais même si cela ne peut être qu'une mesure transitoire, en attendant une période où le changement de base sociale amènerait cette promotion à se faire naturellement, il n'en reste pas moins que **cette mesure est aujourd'hui nécessaire.**

Toutefois, cette montée des cadres ouvriers ne saurait être organisée sur une base « administrative » et non politique comme la représentation, **en tant que tels**, à la D.P.N. des secteurs ouvrier et paysan. Il n'y a aucune raison en effet que ces secteurs ne soient pas traversés eux aussi par les débats politiques qui traversent le parti dans son ensemble. La désignation de militants ouvriers et paysans par les secteurs, sans tenir compte des débats politiques, mutilerait profondément la signification de la présence de ces délégués en la réduisant à un témoignage sur les luttes et en déniait à ces camarades la possibilité de se déterminer politiquement.

C'est pourquoi c'est en fonction des orientations politiques apparues lors du congrès que doit fonctionner le quota de la représentation ouvrière et paysanne. Il ne s'agit pas de figer à tout jamais les débats, mais tout simplement de donner un sens précis aux affrontements politiques à l'intérieur du parti. Cette exigence de clarté est la meilleure garantie du fonctionnement démocratique du parti.

La meilleure démocratie interne, la libre expression des courants, leur représentation selon le mode proportionnel à la direction du parti a pour corollaire la plus grande unité dans l'action et une totale discipline de tous les militants. Celle-ci n'est évidemment possible que si l'exécutif du parti applique lui-même les mandats qui lui sont confiés. A cet égard les conditions actuelles de la lutte des classes ne font que renforcer l'exigence du parti unifié dans l'action, seul capable de résister aux tentatives d'intégration de la bourgeoisie et à la pression que l'idéologie dominante exerce, y compris sous la forme de la société de consommation, sur la classe ouvrière et les militants révolutionnaires.

Il nous paraît important d'aborder enfin un dernier point pratiquement passé sous silence dans la plupart des textes des A.O.P. Alors que le septième congrès doit en principe définir un **programme révolutionnaire** il est urgent, même si nous ne pouvons atteindre ce but dans le mois qui nous reste, de dégager les grandes lignes qui nous permettront de progresser dans cette voie.

On ne peut se borner à faire une analyse des luttes, du rapport des forces, de l'évolution du mouvement révolutionnaire sans répondre très clairement à l'attente des masses : quelle société voulons-nous construire ? La société communiste est bien lointaine mais nous ne pouvons nous dérober devant les questions posées sur la **société de transition**, c'est-à-dire celle qui prendra effet dès la prise du pouvoir, dans un avenir qui, pourrait être proche.

Si les travailleurs attendent cette prise du pouvoir, il attendent sans doute encore plus de savoir ce qu'ils pourront faire du pouvoir, en quoi cela changera quelque chose à leur vie quotidienne.

CHANGER LA VIE

Quel sera, après la prise du pouvoir économique et politique, le rôle des travailleurs dans la planification et l'autogestion, dans la maîtrise sociale du développement des forces productives ? Comment lutterons-nous pour transformer en profondeur les rapports de production, pour détruire la division capitaliste du travail ? Quelle école, quelle université construirons-nous ? Comment saurons-nous assurer le dépérissement progressif de l'Etat centralisé ?

Nous n'apporterons des éléments de réponse à toutes ces questions qu'au terme d'une lutte de tous les instants contre l'emprise idéologique de la bourgeoisie. Celle-ci ne s'effacera pas avec la prise du pouvoir. Trop souvent ce problème capital pour le succès du mouvement révolutionnaire est passé sous silence. Certes les valeurs bourgeoises sont, dès aujourd'hui, fortement ébranlées (autorité, hiérarchie, famille...). Mais nous devons nous préparer à une longue lutte contre le retour de toutes les idéologies produites par la société capitaliste. Ce n'est que lorsque l'ensemble des travailleurs contrôlera à la fois, le pouvoir politique, le pouvoir économique, le pouvoir idéologique que le mouvement révolutionnaire pourra triompher. Cela signifie aussi que le refus de combattre, dès maintenant, toutes les formes de l'idéologie bourgeoise ouvrirait la porte, pour l'avenir, à toutes les déviations bureaucratiques, à toutes les récupérations possibles par la bourgeoisie du pouvoir conquis par les travailleurs.

Nous n'avons pas voulu présenter ici un « texte de congrès » mais seulement esquisser une orientation générale. C'est-à-dire que ce texte est ouvert aux amendements et aux compléments que pourraient lui apporter sections et fédérations d'abord en le confrontant aux réalités qu'elles connaissent. Nous proposons donc ce texte à la prise en considération des sections et des fédérations en espérant qu'elles pourront choisir clairement entre le texte que nous proposons et d'autres orientations présentées à visage ouvert au parti. Nous pourrions alors au congrès nous prononcer non sur des visions prophétiques mais sur un outil théorique éclairé et précisé par les luttes quotidiennes.